



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Unité Départementale du Havre
Équipe territoriale

Arrêté du 03 OCT. 2025 mettant en demeure la société LR PLAST à EPREVILLE de se conformer aux prescriptions édictées en matières d'installations classées pour la protection de l'environnement

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,**

- Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 171-11, D. 541-361 et D. 541-362 ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration, et notamment son article L. 411-2 ;
- Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique [...] n° 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) [...] de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques [...] n° 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale du 25 septembre 2024 relatif à l'exploitation d'un site de regroupement et de broyage de matières plastiques située 230 rue Jean Paumier 76400 à EPREVILLE et exploitée par la société LR PLAST ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 25-049 du 25 septembre 2025 portant délégation de signature à M. Zoheir BOUAOUICHE, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, sous-préfet de Rouen ;

- Vu le rapport de l'inspection des installations classées portant sur l'action nationale « Prévention pertes Granulés de Plastiques Industriels (GPI) » et transmis à l'exploitant par courrier en date du 19 août 2025 ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier en date du 20 août 2025 suite à la visite du 30 juin 2025 ;
- Vu l'absence de réponses écrites ou orales de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

CONSIDÉRANT :

que l'article 1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale du 25 septembre 2024 susvisé autorise un volume maximal de plastique susceptible d'être présent dans l'installation inférieur à 1800 m³ ;

qu'à l'occasion d'une visite des installations exploitées par la société LR PLAST le 30 juin 2025, l'inspection des installations classées a constaté que le volume de plastique présent dans l'installation était largement supérieur à 1800 m³ ;

que l'article 5 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé dispose que :

- les limites des aires d'entreposage en extérieur de produits combustibles sont implantés à une distance au moins égale à 20 mètres de l'enceinte de l'établissement, à moins que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m²) restent à l'intérieur du site au moyen, si nécessaire, de la mise en place d'un dispositif séparatif E120 ;
- les parois externes des bâtiments fermés ou les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert sont éloignés des aires extérieures d'entreposage et de manipulation des déchets et des zones de stationnement susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager aux bâtiments.

qu'à l'occasion de la visite précitée, l'inspection des installations classées a constaté que :

- des aires d'entreposage extérieures de plastiques sont implantées à une distance inférieure à 20 mètres de l'enceinte de l'établissement ;
- des aires extérieures d'entreposage de déchets plastiques sont accolées aux deux bâtiments de stockage du site ;
- l'exploitant n'a pas fourni dans son étude de dangers la modélisation des zones d'effets thermiques produits par un feu d'entrepôt, réalisée à l'aide de la méthode FLUMILOG, ce qui ne permet pas de déterminer si les bâtiments sont suffisamment éloignés des tiers en tenant compte de leurs dispositions constructives.

que l'article 8 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé dispose que les bâtiments fermés où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie ;

qu'à l'occasion de la visite précitée, l'inspection des installations classées a constaté que le bâtiment de production du site n'était pas pourvu de dispositifs d'évacuation naturelle des fumées et de chaleur ;

que l'article 9 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé dispose que les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ;

qu'à l'occasion de la visite précitée, l'inspection des installations classées a constaté que le bâtiment de production n'est pas équipé d'un système de détection automatique et d'alarme incendie ;

que l'article 5.1.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale du 25 septembre 2024 susvisé dispose que les voies utilisables par les engins de secours doivent être libres en permanence de tout obstacle ;

qu'à l'occasion de la visite précitée, l'inspection des installations classées a constaté que des éléments de toiture sont présents sur la voie engin de secours à proximité du bâtiment de production et obstruent totalement le passage ;

que l'article 26 bis de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé dispose que toutes les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie ;

qu'à l'occasion de la visite précitée, l'inspection des installations classées a constaté que la stratégie de l'exploitant concernant la gestion des eaux d'extinction d'incendie, notamment au niveau de la rétention de ces eaux, n'était pas clairement définie et mise en œuvre et pouvait engendrer une pollution prévisible du milieu ;

que l'article D. 541-362 du code de l'environnement dispose que tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement et que ces procédures visent à procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ;

qu'à l'occasion de la visite précitée, l'inspection des installations classées a constaté la présence de granulés de plastiques industriels dans le bassin d'infiltration et de déchets plastiques plus conséquents dans la noue d'infiltration derrière le bâtiment de stockage ;

que la présence de granulés de plastiques industriels dans le bassin d'infiltration avait déjà été constatée par l'inspection des installations classées à l'occasion d'une visite des installations exploitées par la société LR PLAST le 28 mai 2025 ;

que l'article L. 171-8 du code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du même code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions des articles L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société LR PLAST de respecter les dispositions et prescriptions réglementaires applicables pour son établissement situé sur la commune d'ÉPREVILLE ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société LR PLAST (n° Siret : 80751711500026), dont le siège social est situé 1 rue Claude Monet 76600 LE HAVRE, est mise en demeure, pour son site sis rue Jean Paumier à EPREVILLE de se conformer :

- sous un délai de cinq jours à compter de la notification du présent arrêté, aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 25 septembre 2024 susvisé, et notamment :

- aux dispositions de l'article 1.2, en respectant un volume maximal de plastiques stockés fixé à 1 800 m³ ;
- aux dispositions de l'article 5.1.3 en évacuant les éléments de toiture présents sur la voie engin de secours à proximité du bâtiment de production.

- sous un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, aux dispositions de l'article D. 541-362 du code de l'environnement, en rédigeant une procédure afin de prévenir la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement, et en l'appliquant dans ce même délai.

- sous un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé :

- en respectant les distances d'éloignement des aires d'entreposage des déchets plastiques par rapport aux limites de propriété du site (distance au moins égale à 20 mètres), à moins que l'exploitant ne justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m²) restent à l'intérieur du site au moyen, si nécessaire, de la mise en place d'un dispositif séparatif E120 ;
- en respectant l'éloignement des aires d'entreposage des déchets plastiques par rapport aux deux bâtiments du site pour éviter la propagation d'un incendie ;
- en déposant une mise à jour de l'étude de dangers du site comprenant la modélisation des zones d'effets thermiques produits par un feu, réalisée à l'aide de la méthode FLUMILOG, et la description des actions correctives, le cas échéant, nécessaires à la mise en conformité du site à l'article 5 précité.

- sous un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, aux dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé en mettant en place une détection automatique de départ d'incendie et une alarme incendie dans son bâtiment fermé.

- sous un délai de neuf mois à compter de la notification du présent arrêté, aux dispositions de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé, par la mise en place de dispositifs d'évacuation naturelle des fumées et de la chaleur conformes à la réglementation au niveau du bâtiment de production.

- sous un délai de neuf mois à compter de la notification du présent arrêté, aux dispositions de l'article 26 bis de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé, en définissant et en mettant en œuvre les dispositifs de confinement des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un incendie.

Article 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans les délais prévus au même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions de l'article L. 171-8-II du code de l'environnement.

Article 3 – Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 4 – Information des tiers

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie d'EPREVILLE pendant une durée minimum d'un mois.

Article 5 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de ROUEN.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée, et de deux mois pour les tiers à compter de la date de publication (article R. 421-1 du code de justice administrative).

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

Article 6 – Exécution – Ampliation

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, la sous-préfète de l'arrondissement du HAVRE, le maire de la commune du HAVRE, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont ampliation est notifiée à l'exploitant.

Fait à Rouen, le **03 OCT. 2025**

Le préfet


Pour le préfet et par
le secrétaire général

Zoheir BOUAOUICHE